



Ouverture Congrès des CEMÉA, samedi 21 août 2021

Intervention de Léonore MONCOND'HUY, Maire de Poitiers

Bonjour à toutes et à tous,

- a. Avant tout, je souhaite la bienvenue aux CEMEA à Poitiers. Une ville qui, je le sais, notamment pour avoir participé aux biennales il y a deux ans, est l'occasion de nombreux rendez-vous pour les CEMEA, et pour l'éducation nouvelle au sens large. Je vous remercie de faire de Poitiers la ville des rendez-vous importants pour vous.

Je souhaite que Poitiers soit une ville accueillante pour tous les mouvements d'éducation populaire.

Nous avons fait de l'éducation populaire l'un des piliers de notre projet politique, et je vous remercie de me faire l'honneur de me donner la parole en ouverture de votre Congrès.

- b. Votre Congrès, qui a pour objectif de penser, de repenser le rôle des CEMEA et de l'éducation populaire au sens large dans le monde de demain, intervient à un moment important pour l'éducation populaire, mais aussi à un moment important pour notre société :
 - Un moment où l'éducation populaire pourrait être menacée, parce-que les bouleversements de la société entrent en confrontation avec son projet, et avec ses organisations.
 - Et pourtant, un moment où les bouleversements de la société sont tels, que nous avons absolument besoin de l'éducation populaire pour accompagner les citoyens, et construire une société meilleure.

Etant moi-même issue de l'éducation populaire, me considérant aujourd'hui comme l'une des actrices des politiques publiques d'éducation populaire, à mon humble échelle, Je vais me permettre de parler parfois au « nous », sans que cela remette en question la

confiance fondamentale qu'en tant que politique j'accorde aux mouvements d'éducation populaire dans la liberté de leur projet.

1. MENACES

A.

C'est avant tout de par son projet que l'éducation populaire entre en confrontation, et de manière de plus en plus frontale avec la société telle qu'elle évolue aujourd'hui.

Une confrontation à lire dans les deux sens : si l'on peut penser que l'éducation populaire est attaquée, elle est aussi indicateur, la petite grenouille dans son baromètre, qui indique que le projet de société que nous défendons, que vous défendez, au service duquel nous mettons notre projet éducatif, est menacé.

Le projet de l'éducation populaire est fondé sur plusieurs partis-pris :

- La **confiance** en l'éducabilité, en la capacité de chacun d'être acteur de sa vie, une approche fondamentalement humaniste et égalitaire sans être homogénéisante pour les individus ;
- La **confiance** en l'**action collective** comme étant fondatrice d'un « vivre ensemble » choisi, à l'échelle d'un projet, ou à l'échelle de la société.

Et ce projet, en soi, contraste avec nombre d'évolutions de la société actuelle !

1 - Il contraste avec une société de plus en plus individualiste. L'histoire du XXe siècle a été marquée par nombre de conquêtes sociales, en faveur des libertés individuelles. Tout ce qui constituait des carcans religieux, familiaux, sociaux, tout cela – et je parle bien de la France cf Aghanistan – mais aussi des carcans techniques a explosé, offrant aux individus une liberté qui constitue en soi une forme de progrès social. MAIS le pendant, c'est qu'on assiste aussi à une perte d'intérêt, une perte d'engagement, dans tout ce qui constitue un commun. L'abstention aux élections, par exemple, peut-être perçu comme un problème d'offre politique (et nous sommes un certain nombre à tenter d'en renouveler les formes !), mais aussi, franchement, comme un problème de demande. Finalement, pourquoi voter.

Cet individualisme n'est pas une fatalité, il ne s'agit pas de dénoncer ou de le mépriser, et c'est aussi un cadre politique donné, encouragé par une approche politique : l'emploi est une question de volonté individuelle, et l'on fait reposer sur l'action individuelle les réponses à l'urgence climatique (faire du vélo, consommer des cosmétiques bio) alors qu'on sait combien le besoin d'agir est collectif, et systémique.

Le cadre collectif est perçu de + en + comme une contrainte, et n'a plus de sens.

2 - Une société du repli sur soi OU du communautarisme.

Un individualisme qui se prolonge parfois par le repli sur soi, ou le repli sur des communautés de personnes similaires, le communautarisme, ce qui est une autre manière de fracturer la société. Les espaces de mixité sont rares, de plus en plus, et ce sont autant d'espaces qui n'existent pas pour faire du commun à l'échelle de la société.

3 - Il contraste aussi avec une société où l'esprit critique, la liberté associative et d'organisation collective au sens large, semble de + en + vue comme une menace.

- Tant du point de vue des organisations, cf La loi « confortant les principes de la République » dite « loi séparatisme » remet lourdement en cause les libertés associatives.
- Que du point de vue des approches éducatives, et des individus qu'elles forment.

Le récent épisode des Centres Sociaux, sur lequel les CEMEA se sont positionnés, laissent entrevoir une évolution politique extrêmement inquiétante. Alors que les Centres sociaux avaient fait leur boulot, c'est-à-dire qu'ils étaient partis des préoccupations réelles des jeunes, en l'occurrence leur rapport aux religions et aux discriminations, pour créer des espaces de débat apaisé mais parfois détonnant, la restitution aux élus a donné lieu à un épisode difficile, où la difficulté de compréhension entre jeunes et adultes s'est faite jour.

Dans le rapport officiel qui s'en est suivi, il est demandé aux associations d'être des lieux d'assertion descendante de « valeurs de la République » avant tout.

Mais de quelle République parle-t-on là !? La République consiste t-elle à encadrer des citoyens homogènes, non pensants ? Des citoyens se bornant à absorber un discours officiel descendant ? Des citoyens renvoyés à leur illégitimité à s'exprimer hors de ce discours officiel ?

Nous croyons, nous que c'est le collectif, le collectif comme espace de débat, comme espace d'engagement pour construire des alternatives, qui constitue la réponse à apporter face aux fractures de la société, et face à la défiance envers la République justement.

B.

L'éducation populaire est aussi menacée, en tant que secteur associatif.

➤ Invisibilisation, etc

Les acteurs et actrices de l'éducation populaire sont bien souvent en grande difficulté financière, le patrimoine de l'éducation populaire disparaît, notamment les colos.

Les enseignants détachés dans les assocs d'éducipop apparaissent de plus en plus comme une exception un peu exotique.

L'administration qui avait l'expertise historique de l'accompagnement de ces politiques a été absorbée en 2020 par l'Education Nationale, excluant peu à peu de fait tout autre champ éducatif que celui de l'école

Je pourrais continuer...

⇒ Ainsi, il est urgent de porter un plaidoyer pour la connaissance, la re-connaissance de l'éducation populaire en tant que secteur associatif, en tant qu'espace éducatif sans équivalent.

Un point de vigilance toutefois : on se croit souvent attaqués, directement, mais je crois qu'être dans une attitude uniquement défensive serait passer à côté du problème. Ce qui nous guette, c'est avant tout non pas la destruction volontaire, mais peut-être l'oubli, l'effacement progressif de notre projet, le désintérêt. Ainsi, plus que l'attaque volontaire de l'éducipop, l'épisode des Centres Sociaux, outre d'être révélateur de la vision de la société, révèle une profonde méconnaissance du sens de l'éducation populaire, de ses fondements, de ses acteurs.

**

Face à cela, le risque pour nous, pour vous, serait de défendre l'éducation populaire comme une image d'Epinal, une image nostalgisante des colonies de vacances de notre

enfance. Nous aimons cette histoire, nous aimons ses fondements, nous aimons nous revendiquer de l'éducation populaire comme d'un dénominateur communautaire affectueux.

Mais l'éducation populaire ne sera jamais aussi forte que si elle s'ouvre et se met en prise réelle avec les enjeux de société actuels, avec les préoccupations des citoyennes et citoyens d'aujourd'hui et de demain. Elle doit se rendre indispensable.

2 - Quels défis pour l'éducation populaire, pour quels défis du monde ?

Pour qu'elle soit vivante, nous avons besoin que l'éducpop réinterroge son projet non pas au regard de son fonctionnement interne actuel, mais au regard des besoins de la société d'aujourd'hui et de demain, en particulier de l'éducation dont auront besoin les plus jeunes pour vivre dans le monde bouleversé de demain.

Partir de l'état actuel de la société, plutôt que de l'état actuel de l'éducation populaire.

Et revenir au cœur du sens de votre action éducative : quels enfants, quels futurs citoyens voulons-nous former, pour quel monde demain ?

- Nous avons abordé la question de la place des religions, et donc en miroir celle de la laïcité : il me semble important de tenir bon sur ce sujet. L'éducation populaire a vraiment quelque chose à apporter de complémentaire d'indispensable sur cette question-là : au vu de l'ambiance actuelle, je ne pense pas qu'on s'en sortira sans libérer massivement la parole, organiser la libération de cette parole, et la réappropriation citoyenne des lois qui font notre République.
- Mais en tant qu'écologiste, j'ai envie de passer un peu de temps sur la question de l'écologie, ce que l'éducation populaire peut à l'écologie. Plutôt des questions que des réponses.

Cf constats GIEC. Perspectives 20-30 ans. Pour la faire très très courte : on sait avec ce premier rapport que la barre des 1,5° est déjà considérée comme franchie, que des bouleversements sont désormais inéluctables, qu'ils vont plus vite que ce que l'on pensait et qu'ils s'accélèrent. On sait aussi qu'il est possible d'agir, et que surtout, la gravité de ces bouleversements dépend des choix que l'on fera aujourd'hui.

Enjeux : atténuation, adaptation. Quelles réponses éducatives apporter à cela ?

Atténuation : comment faire en sorte que les citoyens de demain soient plus conscients que ceux des dernières décennies de l'importance de protéger la nature ? De même que nous avons de plus en plus de mal, collectivement, à faire en sorte de se sentir partie prenante d'un commun ; de même, nous avons perdus tout sentiment de destinée commune avec la nature. Or, le parti-pris de l'écologie, c'est que nous sommes parties prenantes d'un même tout, nous faisons partie de la nature, la protéger, c'est nous protéger.

Un exemple : l'éducation nature, ou l'éducation dehors, la végétalisation des espaces éducatifs, que l'on range beaucoup trop souvent au rang d'accessoire, de mode. Or, la crise écologique, je l'attribue en partie à la déconnexion des humains et de la nature dans leur quotidien. Ce qui a aussi des répercussions sur la santé, sur le bien-être : de très nombreux travaux parlent du syndrome de manque de nature.

Autre exemple : l'éducation scientifique et technique. Même si la situation actuelle montre que même quand le savoir scientifique est disponible, cela ne suffit pas pour agir, comprendre ce qui se joue au niveau physique, au niveau biologique, est une étape indispensable de l'appropriation citoyenne de l'écologie. Cf vaccins aussi.

Adaptation : comment faire en sorte que les enfants d'aujourd'hui vivent bien, demain, dans ce monde bouleversé ?

Nous avons été nombreux à être marqués par la quasi-indifférence dans laquelle est sorti le rapport du GIEC. Et pourtant, je suis absolument épatée de remarquer à quel point la parole se libère quand j'aborde le sujet, avec des personnes de tous bords, du fait de mon statut. Ce qui me fait dire qu'il y a avant tout besoin d'espaces de discussion, c'est une première étape indispensable, car en l'absence de traitement sérieux par les médias, ce qui n'est pas nommé n'existe pas, en revanche ce qui est nommé existe, fait irruption dans notre quotidien, ce qui est nommé dans un cadre collectif citoyen est la première étape indispensable d'une mobilisation d'envergure sociétale pour y répondre. Et c'est un rôle dont pourraient, dont devraient à mon sens se saisir les associations d'éducation populaire.

Dans certains pays, par exemple au Canada, la notion d'éco-anxiété est déjà reconnue, des associations y travaillent déjà, cf avec les populations Inuits dont l'habitat se détruit de manière déjà très visible.

L'éco-anxiété me semble un enjeu majeur pour accompagner les enfants et les jeunes d'aujourd'hui.

Face aux bouleversements climatiques à venir, l'éducation populaire est donc à mon sens face à un enjeu éducatif d'accompagnement, pour rassurer aussi ; tout autant qu'elle peut jouer un rôle clé dans la première étape d'une mobilisation citoyenne fondée sur le retour d'une confiance en le pouvoir d'agir collectif, pour un enjeu de mobilisation sociétale.

- Celle qui englobe tout, c'est la question de la **coopération**, qui est au cœur de la réponse à construire face au monde bouleversé de demain.

Je l'ai dit, nous vivons dans un monde où nous semblons dans l'impossibilité de mettre nos intérêts communs avant des intérêts individuels, ou sectoriels.

Nous vivons dans un monde fracturé, avec de fortes tensions sociales, cf gilets jaune, vaccination/pass sanitaire.

Nous vivons dans un monde où les cadres collectifs sont désaffectés – partis, syndicats, associations même si pas toutes.

Je perçois que le plus grand danger qui nous guette, a fortiori à l'approche de grandes crises qui vont être de + en + tangibles dans notre quotidien, c'est la fracture sociale. Conduire des transitions sociétales majeures, résister à des crises, alors que les citoyens et citoyennes ne sont pas soudés, cela sera encore plus difficile, et cela sera le germe d'inégalités qui pourront rimer avec une forme de loi du plus fort.

Dans ce contexte, il est urgent de réhabiliter les formes d'organisation collectives, de coopération. Et cela, l'éducation populaire peut le faire, doit le faire.

C'est ce que dit Pablo Servigne dans son ouvrage « L'entraide, l'autre loi de la jungle » : il nous dit que, de manière contre-intuitive, la coopération est une loi de la nature, tout autant que le levier majeur de résilience d'une société en période de crises. Les sociétés qui résistent le mieux face aux crises sont les sociétés les plus coopératives. Il place l'individualisme, « l'égoïsme » sur le plan culturel, notamment liée à la période d'abondance que nous connaissons et qui ne nous

incite pas à la coopération, et il appelle à un « sevrage de la culture de l'égoïsme ». Et pour ce changement de culture, l'éducation populaire est au premier plan.

Je suis confiante, comme lui, en la nature coopérative de l'être humain, mais j'aspire à ce qu'elle ne soit pas que réaction à un contexte, un contexte de crise, mais un projet de société choisi, construit façonné au fil des années, notamment par nos interventions éducatives. Et là encore, l'éducation populaire...

Je conclurai en disant que, face aux enjeux climatiques, nous n'aurons de réel impact que si la mobilisation est mondiale. Et cette priorité à accorder à la construction de communs, elle se décline à l'échelle de nos quartiers, de nos territoires, mais elle doit aussi se déclinier à l'échelle mondiale, une échelle internationale dans laquelle je sais que les CEMEA s'investissent aussi.